

Guerre sans fin à la Grande

De plus en plus nombreux, de mieux en mieux organisés, les francs-maçons contestataires désespèrent cependant d'obtenir le départ du Grand maître national de la GLNF, l'Antibois François Stifani

Riche, avec 40 millions d'euros d'actifs et 17 millions de budget annuel, la Grande loge nationale française était jusqu'ici puissante, avec 43 000 frères souvent issus de milieux socioprofessionnels influents. Mais survivra-t-elle dans sa forme actuelle à la grave crise interne qui la mine depuis deux ans et érode insidieusement les effectifs ? De nombreux francs-maçons commencent à se poser la question, alors que le bras de fer entre deux clans désormais irréconciliables vire à la guerre de tranchées.

La justice en arbitre

Fortement critiqué pour ses « dérives », son « autoritarisme », sa gestion « opaque » et la surmédiation de sa personne, le patron national de l'obédience, l'Antibois François Stifani refuse de passer la main (*lire par ailleurs*). Régnant sans partage sur le siège parisien de la GLNF, un immeuble de béton et de verre de 7 000 m², cet avo-



La GLNF va-t-elle survivre dans sa forme actuelle à la grave crise interne qui la mine depuis deux ans et érode ses effectifs ? C'est la question que se posent de nombreux frères, comme ici, au temple de Nice.

cat d'affaires âgé de 64 ans dénonce une « minorité de meneurs » et assure continuer à bénéficier de la confiance de l'immense majorité des frères.

Pas si sûr. Car il est loin ce 4 décembre 2009, à Paris, lorsqu'en pleine réunion du Souverain Grand comité – sorte de conseil des sages – une vingtaine de dignitaires avaient osé, en signe d'opposition, enlever leur tablier maçonnique. Immédiatement suspendus, ces vingt-quatre « trublions » paraissaient, à l'époque, isolés. La révolte, cependant, n'avait pas tardé à s'étendre. Le 25 mars 2010, à l'assemblée générale annuelle, une majorité de votants refusait de valider le budget. La réunion se terminait sous les huées. Lors d'une nouvelle AG, organisée cette fois-ci aux sièges des quarante

provinces, le Grand maître obtenait de justesse un quitus. Mais les « mutins » dénonçaient le changement de règles et saisissait le tribunal de grande instance de Paris qui leur donnait raison en décembre 2010. Le tribunal annulait l'assemblée d'octobre et ordonnait qu'à la suivante, l'éventuelle révocation du Grand maître figure à l'ordre du jour. Sollicitée, la cour d'appel a différé à plusieurs reprises une décision qui devrait être finalement rendue le 13 janvier 2012.

La défiance de frères européens

Entre-temps, la GLNF a été placée sous administration

judiciaire et ses dirigeants ont enregistré plusieurs revers. Cinq grandes loges européennes (Allemagne, Autriche, Belgique, Luxembourg et Suisse) leur ont récemment retiré la reconnaissance (en clair, elles ont rompu les ponts) alors que la Grande loge d'Angleterre suspendait la sienne. Jusqu'ici divisée, la contestation s'est fédérée au sein d'une association de type loi 1901, l'Union des loges régulières françaises. « À quelques nuances près, tel un blog dissident du Languedoc, l'opposition est désormais unie », se félicite, à Cagnes-sur-Mer, Michel Clément, représentant départemental de cette ULRF.

Mais même regroupés sous cette bannière, les contestataires restent très dépendants de l'arrêt à venir de la cour d'appel de Paris. « Cette décision sera déterminante, confirme le médecin niçois Jean-Claude Dorion. Soit elle nous donne à nouveau raison et nous pourrions tourner la page, élever un nouveau grand maître. Soit nous perdons et nous n'aurons d'autre alternative que de quitter la GLNF... »

Enquête :
Jean-Paul FRONZES
jpfroznes@nicematin.fr
Photos : Christian DAUMERIE,
Patrice LAPOIRIE
et François VIGNOLA



Michel Clément : « À quelques exceptions près, l'opposition, très minoritaire sur la Côte d'Azur, est désormais unie ».



Carrefour
CÔTE D'AZUR
ANTIBES-NICE LINGOSTIÈRE
NICE TNL-MONACO

SPECIAL BLANC & ARTS MÉNAGERS

Beaux rêves à tous



jusqu'au lundi 16 janvier 2012

Le coton de nos éponges est issu de l'agriculture biologique

Et plus, un organisme indépendant garantit que nos produits sont sans danger pour l'environnement. C'est bien plus vert que vous ne le pensez !

POUR 1€ DE PLUS LA 2^{ème} SERVIETTE **

SOIT 8€ LES 2 SERVIETTES 50 X 100 CM AU LIEU DE 14€ (SOIT 4€ L'UNITÉ)

7€

La serviette 50 x 100 cm

Eponge unie ou à fantasia bio
100% coton issu de l'agriculture biologique 500 g/m² en tissu en 500 g/m² en tissu
Différentes coloris.

- Serviette 50 x 100 cm : 7€
- Lot de quatre 16 x 27 cm : 4,50€
- Draps de lit double 160 x 230 cm : 14€
- Draps de bain 100 x 140 cm : 3€
- La nappe de bain 160 x 160 cm : 14€
- Serviette motif 37 x 50 cm : 4,50€

L'offre "Pour 1€ de plus" s'applique pour les produits de la même référence.

Sur l'éponge ou la serviette bio 100% coton 500 g/m² 50 x 100 cm : 3€ + 29€

Exemple en col blanc : 3€ + 29€

Carrefour BIO

** Pour 2 produits, de taille identique achetés signalés en catalogue ou en magasin (panachage des coloris possible).



Loge nationale française

François Stifani dénonce une « vaste entreprise de déstabilisation »

Droit dans ses bottes, certain de son charisme et de son pouvoir de persuasion, François Stifani ne veut rien céder à ses détracteurs. Même si ses soutiens ont paru, ces derniers temps, sérieusement s'émousser

Vous n'entendez pas démissionner...

Pour quel motif ? Je n'ai rien à me reprocher. Un doute avait été émis sur la régularité des comptes de l'obédience. Il a été balayé par plusieurs audits dont le dernier fut réalisé sous l'égide de l'administrateur judiciaire.

Vous ne partirez pas, même en cas de désaveu par la cour d'appel de Paris ?

Je tirerai, bien entendu, les conclusions de cette décision de justice. Je respecte les lois de la République.

Votre mandat se termine quand ?

Je suis Grand maître jusqu'à la fin 2012 et jusqu'à cette date je m'attacherai au bien de l'Ordre et de ses 43 500 membres.

Et à l'échéance, vous vous représenterez ?

Les frères en décideront. Je n'ai pas les préoccupations du Président Sarkozy (rire). Je n'ai

d'autre ambition que le bonheur des frères dans leurs loges.

Comment expliquer les graves turbulences à la GLNF ?

Sa forte croissance des dernières années génère des problèmes d'adaptation. En outre, notre monde actuel crée de l'anxiété et des pertes de repères. Quelques frères sont apparemment en souffrance et je le regrette. Ils donnent une image déplorable.

Vos opposants ne sont plus du tout isolés...

Lors de la dernière Tenue de grande loge, le 3 décembre à Levallois-Perret, ils étaient 400 sur 2 000 participants. Cela reste peu. Ils manœuvrent pour détruire la GLNF et ses 40 millions d'euros de patrimoine. Ils essaient de créer une autre obédience.

Lors de cette tenue, les cris de « démission » ont longtemps fusé...

C'était le fait d'agitateurs qui, pour partie, n'étaient pas membres de la GLNF. Des vidéos ont été diffusées sur Internet. Elles ont choqué les frères.

Il y avait pourtant un système de filtrage sophistiqué et de nombreux CRS à l'extérieur...

Le filtrage n'a pas bien

fonctionné. Les forces de l'ordre étaient là pour protéger les frères contre d'éventuelles échauffourées qui ont eu effectivement lieu. Des délégations étrangères, et notamment africaines, ont été insultées, parfois de manière raciste. Compte tenu du brouhaha à l'intérieur, elles ne sont pas entrées.

Pourquoi avoir choisi une salle de boxe ?

Pour des raisons strictement financières. Le coût de location était moindre. Avec le recul, ce n'était peut-être pas très heureux. Cela a incité certains à aller au combat (*grimace*).

À votre rencontre, cinq grandes loges européennes viennent d'exprimer leur défiance...

Cela prouve qu'en franc-maçonnerie, comme dans la vie profane, il y a des conceptions extrêmement contrastées. Et puis la notion de fraternité se dilue un peu.

C'est quand même totalement inédit...

À distance, on peut comprendre qu'elles soient choquées. En réalité, elles déplorent la même chose que nous, les méthodes des opposants.



François Stifani n'a aucune envie de démissionner : « Je n'ai rien à me reprocher. »

Ceux-ci dénoncent une campagne généralisée de suspensions et d'exclusions.

Si des personnes ont manqué à l'éthique, c'est normal qu'elles en répondent devant un conseil disciplinaire fonctionnant de manière parfaitement démocratique. Quelques-unes avaient caché des condamnations pénales et vous voudriez qu'on les garde ?

Les Alpes-Maritimes, dernier bastion du « Stifanisme » ?

J'ai été élu [en 2007, Ndlr] par 76 % des membres du Souverain grand comité, lors d'un vote à bulletins secrets. L'approbation était donc très large, même si le département pèse un certain poids avec 4 000 frères.

Prônez-vous, comme on le dit, le départ des « triblions » ?

Pas du tout. Je souhaite que l'on reste uni. Je ne cesse d'ailleurs de lancer des appels en ce sens. Il faut faire échec à une vaste entreprise de déstabilisation.

Les Alpes-Maritimes, dernier bastion du système Stifani ?

Avec près de 4 000 frères, soit le dixième de l'effectif national, les Alpes-Maritimes constituent une place forte de la GLNF. Lors de l'assemblée générale d'octobre 2010, la ligne « Stifani » y avait remporté 80 % des suffrages. Est-ce encore aujourd'hui le « dernier bastion » du Grand maître, « l'ultime verrou à faire sauter » pour reprendre les termes de l'opposant René Mège ? Structurée et remuante dans le reste de l'Hexagone, la contestation demeure très minoritaire et extrêmement discrète dans notre département. Même si, pour la première fois, plusieurs opposants ont accepté de nous parler à visage découvert. De l'aveu même de son représentant local, l'ULRF compte sur la Côte d'Azur huit loges sur 125, soit moins de 200 frères. Comment expliquer ce rapport de forces « inversé » ? Le grand maître provincial (compétent sur le département) n'a pas souhaité répondre. « Je n'évoquerai pas des problèmes internes à l'obédience », précise Dominique Charpentier, ancien directeur général du Comité régional du tourisme,



René Mège : « Les Alpes-Maritimes constituent le dernier bastion du système Stifani, l'ultime verrou à faire sauter ».

nommé l'an dernier par François Stifani. « Ceux qui portent les dissensions sur la place publique ont tort. Ils violent leurs engagements ».

La « peur d'entrer en dissidence »

D'autres dignitaires, affiliés au camp adverse, se montrent plus

diserts. « François Stifani, avance René Mège, 71 ans, maître d'œuvre dans le bâtiment, a réduit au silence les quelques opposants ». « C'est de ce territoire que son mouvement de conquête est parti. Il s'y est fait énormément d'amis et d'obligés en distribuant honneurs et colifichets », ajoute Michel Clément, chercheur à la faculté des Lettres de Nice et géralant, à Cagnes, d'un cabinet d'architecture. « Par ailleurs, de nombreux frères ont peur d'entrer en dissidence. Ils craignent que leurs loges soient exclues ou que l'unité en soit brisée. Sur le plan profane, ils redoutent parfois de perdre une partie de leur clientèle, s'agissant d'avocats, de notaires ou de professionnels de l'immobilier ».

« Les frères azuréens doivent ouvrir les yeux afin que le système actuel s'arrête enfin », reprend René Mège qui raconte « avoir été viré du Souverain grand comité, deux jours avant une réunion en juin dernier ». Son appel sera-t-il entendu ? Premier élément de réponse début janvier lors de la réunion organisée par l'opposition à Nice.

Le grand maître, un catholique pratiquant, père de cinq enfants

■ Jusqu'ici la GLNF passait pour l'obédience la plus influente dans notre région. Elle y enregistrait l'un des plus forts taux de croissance (+ de 7 % par an en moyenne). Les Alpes-Maritimes ont fait partie de la province Alpes-Corse-Méditerranée, puis avec la récente autonomie de l'Île de Beauté, ont fini par représenter à elles seules la province Alpes-Méditerranée.

■ D'origine italienne, catholique pratiquant et père de cinq enfants, François Stifani a dirigé Alpes-Corse-Méditerranée avant de devenir, en 2007, le patron national de l'obédience.

■ Durant l'été 2009, celui-ci nous confiait compter parmi ses troupes « des ministres, de nombreux collaborateurs et assistants parlementaires. Une kyrielle de députés, mais plus aucun dans les A.M. » L'ex-ministre et maire de Nice, Christian Estrosi, le député Rudy Salles ou encore le député européen Gaston Franco ont fait, un temps, partie de la GLNF.

■ Pour succéder à François Stifani en cas de nouvelle élection,

deux candidats sont officiellement déclarés. Serge Toffaloni, ancien Assistant grand maître et Jean Murat, professeur de chirurgie à la retraite. En 2007, ce natif de Lyon, actuellement installé à Tours, s'était présenté contre François Stifani. Il avait obtenu 23 % des suffrages.

■ Le siège parisien atteste des moyens financiers de la GLNF. Ce sont dans le dix-septième arrondissement deux bâtiments accolés de trois et sept étages. L'ensemble accueille vingt-deux temples, dont un, au sol en marbre, d'une capacité de 500 personnes. Mais le tout est déjà trop exigü pour répondre à l'accroissement des effectifs.

■ Au début des années 2000 sur la Côte d'Azur, l'image de la GNLNF avait été ternie par plusieurs scandales, l'un d'eux aboutissant à la mise à la retraite forcée du juge Jean-Paul Renard. François Stifani avait alors annoncé un « grand ménage » destiné à virer les brebis galeuses. Il affirme avoir pleinement rempli cette mission, ce que contestent ses détracteurs.

